NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
www.npa2009.org

Ni civil, ni militaire : SORTONS DU NUCLÉAIRE, MAINTENANT !

Depuis la catastrophe de Fukushima, les risques du nucléaire deviennent visibles pour tou-te-s. Au Japon, la situation n'est toujours pas contrôlée et les opposant-e-s au nucléaire sont réprimés. Bien qu'au niveau international, le nucléaire est une énergie en déclin, une série d'événements sont récemment venus nous rappeler que les gouvernants s'entêtent à défendre cette technologie.

Le nucléaire : c'est dangereux...

En septembre, une explosion dans une usine de traitement de déchets radioactifs a causé le décès d'un salarié. À cette occasion, des mesures de la radioactives ont été effectuées. La CRIIRAD, laboratoire indépendant de mesure de la radioactivité, a indiqué récemment que les mesures étaient nettement sous-estimées. Début octobre, EDF a signalé que les tests de sécurité qui devaient avoir lieu sur le chantier de l'EPR seraient reportés à 2012, alors qu'ils avaient déjà été reportés de juin à novembre ! Ces reports successifs, au moment même où l'on apprend que l'EPR coûtera plus cher qu'il n'avait été annoncé, sont décidés dans l'opacité la plus totale.

... Et antidémocratique !

Avec le nucléaire, les populations n'ont pas leur mot à dire. Or, ce choix énergétique a un impact sur l'ensemble la société. Ainsi, en France, 75% des logements sont chauffés à l'électricité, contre 1,5% en Allemagne. Ce chiffre est le résultat de choix politiques opérés depuis les années 1970 afin de favoriser l'expansion du nucléaire. De la même manière, en termes de recherche les gouvernements européens privilégient largement les intérêts de l'industrie nucléaire par rapport à la recherche sur les énergies renouvelables. Ce choix a des conséquences sociales néfastes : il incite au renforcer les formations et métiers du nucléaire, au détriment des énergies renouvelables. Les lycéen-ne-s, les étudiant-e-s, mais aussi les salarié-e-s (souvent très précaires) de l'industrie nucléaire payent lourdement ce choix, dans la mesure où les pouvoirs publics ne proposent pas de formations qui ouvriraient des perspectives de reconversion.

Changer le monde est possible...

L'arrêt immédiat des centrales les plus anciennes doit donc s'accompagner d'un plan de reconversion des salarié-e-s de la filière. Il est possible d'envisager la sortie du nucléaire sur 10 ans, à la triple condition de prendre en compte les intérêts des salarié-e-s, de mettre en place un plan de développement des énergies renouvelables et d'écarter tout recours aux énergies fossiles productrices de gaz à effet de serre. En effet, si le choix japonais ou allemand de sortie du nucléaire sont connus, on oublie d'indiquer que l'énergie de substitution est souvent le gaz. De fait, ce sont les intérêts des entreprises du secteur énergétique qui restent maîtres de la définition de la politique énergétique de ces pays. Cette solution n'est pas viable dans le cadre d'une politique de lutte contre le basculement climatique.

... Mais va falloir se magner !

La sortie du nucléaire doit donc constituer le premier pas d'une transformation radicale de notre modèle énergétique. Pour cela, des choix politiques et économiques en rupture avec la logique capitaliste de rentabilité sont nécessaires. Il faut soustraire la production énergétique des mains des intérêts privés, en créant un grand pôle public de l'énergie. La première mission de ce service public sera d'assurer une transition vers un système énergétique débarrassé d'une grande part de ses émissions de gaz à effet de serre, afin de répondre au défi climatique qui est posé de façon urgente ! En effet, même les experts gouvernementaux annoncent que pour éviter que les conséquences futures du réchauffement climatique soient catastrophiques, il faudrait diminuer de plus de 20% nos émissions d'ici 10 ans !

Contacter le NPA Rennes
Par mail : npa-rennes@anticapitaliste-35.org
Par téléphone : 06 86 98 83 05

Manifesation antinucléaire
Samedi 15/10 – RDV 12h Place de Bretagne